

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.214/2
DU 7 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par les Ministres, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétents pour la Fonction publique, le 13 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune "modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

L'article 4 du projet et les annexes, qui établissent les barèmes afférents au statut pécuniaire des fonctionnaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, n'ont pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La section de législation ne donne dès lors pas d'avis au sujet de ces dispositions.

Observation générale

L'arrêté en projet tend à octroyer une prime de bilinguisme aux fonctionnaires et stagiaires qui ont apporté la preuve qu'ils ont de la deuxième langue une connaissance écrite et orale (pour la "grande prime" prévue par l'article 269 en projet) ou une connaissance seulement orale (pour la "petite prime" prévue par l'article 270 en projet) "correspondant au niveau de leur grade".

L'article 269, § 1^{er}, alinéa 2, en projet et l'article 270, § 1^{er}, alinéa 2, en projet renvoient aux articles 7, 8, 9, § 1^{er}, 11 ou 12 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

Par l'arrêt n/ 190.241 du 5 février 2009, le Conseil d'État, section du contentieux administratif, a annulé l'article 9, § 1^{er}, de cet arrêté royal, ainsi que dans l'article 8 de cet arrêté, le passage suivant :

"Si cette épreuve est écrite, elle se déroule selon le programme suivant :

- 1/ une dissertation pour des fonctions ou emplois rangés dans les niveaux 1, 2+ ou 2 du personnel de l'État ou pour des fonctions ou emplois équivalents des services ne ressortissant pas aux administrations de l'État;
- 2/ une dissertation facile, une lettre ou une narration pour les fonctions ou emplois rangés dans les niveaux 3 et 4 du personnel de l'État ou pour des fonctions ou emplois équivalents des services ne ressortissant pas aux administrations de l'État".

Outre que l'arrêté en projet ne peut se référer à des dispositions annulées, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que celles-ci l'ont été pour le motif, en substance, que l'article 8 prévoyait "une modalisation de l'épreuve de la connaissance élémentaire de la seconde langue", et, en son article 9, § 1^{er}, un degré d'exigence de la connaissance linguistique différencié en fonction du grade ou du niveau des agents, alors que ni l'article 21, § 2, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, qui prévoit l'épreuve écrite ou informatisée sur la connaissance élémentaire de la seconde langue lors de certains recrutements, et dont l'article 8 de l'arrêté royal fixait les modalités, ni l'article 21, § 5, des mêmes lois, qui prévoit une épreuve complémentaire ou un examen spécial pour le personnel en contact avec le public et dont l'article 9 de l'arrêté royal fixait les modalités, ne prévoient que les épreuves ou les exigences requises puissent être modalisées en fonction du niveau ou du grade de l'agent.

Il s'ensuit que lorsque le Roi prendra un nouvel arrêté, pour, en exécution des lois coordonnées sur l'emploi des langues, fixer les modalités des examens de la connaissance de la seconde langue exigée sur la base de l'article 21, §§ 2 et 5, des lois coordonnées, il ne pourra fixer des modalités différentes ou exiger un degré de connaissance différencié en fonction du grade ou du niveau des agents.

L'auteur du présent projet ne peut donc subordonner l'octroi de la prime linguistique aux fonctionnaires et stagiaires, à la connaissance de la seconde langue correspondante "au niveau de leur grade".

Les articles 1^{er} et 2 seront revus pour tenir compte de cette observation.

.../...

Observation particulièreArticle 5

L'article 5, 1/, entend faire rétroagir au 1^{er} janvier 2006, l'article 269, § 3, alinéa 2 en projet.

La rétroactivité de cette disposition n'a de sens que dans la mesure où la nouvelle règle qu'elle prévoit - à savoir que le fonctionnaire qui est promu à un grade de niveau supérieur ou à un grade du rang A3 ou supérieur continue à bénéficier de la prime linguistique qu'il percevait dans son ancien niveau ou grade, sans limite de temps, aussi longtemps qu'il n'a pas réussi les épreuves correspondant à son nouveau niveau ou grade - s'applique à la prime linguistique telle qu'elle est prévue sous l'empire de la réglementation actuellement en vigueur. Or cette application ne va pas de soi dès lors que la règle actuelle, qui impose une limite de temps de dix-huit mois, ne fait pas l'objet de l'article 269, mais bien de l'article 270, § 2 du même arrêté.

Mieux vaut dès lors rédiger l'article 5, 1/, comme suit :

"1/ l'article 269, § 3, alinéa 2 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2006 en tant qu'il remplace l'article 270, § 2, actuel du même arrêté;" ¹.

(1) Voir dans le même sens l'avis 45.298/4, donné le 3 novembre 2008, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	D. LANGBEEN,	greffier en chef.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

D. LANGBEEN

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.214/2
VAN 7 APRIL 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 maart 2009 door de Ministers, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Openbaar Ambt van de Gemeenschappelijke gemeenschapcommissie van Brussel-Hoofdstad, verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie "tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Artikel 4 van het ontwerp en de bijlagen, die de weddeschalen vaststellen in het kader van de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, zijn geen reglementaire teksten in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De afdeling Wetgeving verstrekt derhalve geen advies omtrent deze bepalingen.

Algemene opmerking

Het ontwerpbesluit strekt ertoe een tweetaligheidspremie toe te kennen aan de ambtenaren en personeelsleden op proef ("stagiairs" genaamd in het ontwerp) die het bewijs geleverd hebben van de schriftelijke en mondelinge kennis van de tweede taal (voor de "grote premie" bedoeld in het ontworpen artikel 269) of van alleen de mondelinge kennis (voor de "kleine premie" bedoeld in het ontworpen artikel 270) "overeenstemmend met het niveau van hun graad".

Het ontworpen artikel 269, § 1, tweede lid, en het ontworpen artikel 270, § 1, tweede lid, verwijzen naar de artikelen 7, 8, 9, § 1, 11 of 12 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966.

De Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, heeft bij arrest nr. 190.241 van 5 februari 2009 artikel 9, § 1, van dit koninklijk besluit vernietigd, alsook de volgende passage in artikel 8 van dit besluit :

"Indien deze proef schriftelijk wordt afgenomen, is het programma als volgt :

- 1/ een verhandeling voor functies of betrekkingen die gerangschikt zijn in de niveaus 1, 2+ of 2 van het rijkspersoneel of voor gelijkwaardige functies of betrekkingen van de niet tot de rijksbesturen behorende diensten;
- 2/ een gemakkelijke verhandeling, een brief of een verhaal voor functies of betrekkingen die gerangschikt zijn in de niveaus 3 en 4 van het rijkspersoneel of voor gelijkwaardige functies of betrekkingen der niet tot de rijksbesturen behorende diensten."

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat, naast het feit dat in het ontwerpbesluit niet mag worden verwezen naar vernietigde bepalingen, deze hoofdzakelijk zijn vernietigd op de grond dat artikel 8 voorzag in een "modalisation de l'épreuve de la connaissance élémentaire de la seconde langue", en artikel 9, § 1, in een verschillende moeilijkheidsgraad betreffende de kennis van de tweede taal naargelang van de graad of het niveau van de ambtenaren. Noch artikel 21, § 2, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, dat voorziet in een schriftelijk of computergestuurd gedeelte over de elementaire kennis van de tweede taal bij bepaalde aanwervingen, een examengedeelte waarvan artikel 8 van het koninklijk besluit de nadere regels vastlegde, noch artikel 21, § 5, van diezelfde wetten, dat voorziet in een aanvullend examengedeelte of een bijzonder examen voor het personeel dat in contact komt met het publiek, waarvan artikel 9 van het koninklijk besluit de nadere regels vastlegde, schrijft echter voor dat de examengedeelten of de gestelde eisen aangepast kunnen worden naargelang van het niveau of de graad van het personeelslid.

Daaruit volgt dat wanneer de Koning een nieuw besluit uitvaardigt om ter uitvoering van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen de nadere regels vast te leggen voor de examens betreffende de kennis van de tweede taal, zoals deze wordt geëist op basis van artikel 21, §§ 2 en 5, van de gecoördineerde wetten, Hij geen nadere regels kan vaststellen of een moeilijkheidsgraad kan eisen die verschillen naargelang van de graad of het niveau van de personeelsleden.

De steller van het onderhavige ontwerp kan het toekennen van de taalpremie aan de ambtenaren en de personeelsleden op proef dus niet afhankelijk stellen van de kennis van de tweede taal die overeenstemt "met het niveau van hun graad".

De artikelen 1 en 2 moeten worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met deze opmerking.

Bijzondere opmerking

Artikel 5

Het ontworpen artikel 269, § 3, tweede lid, werkt naar luid van artikel 5, 1/, terug tot 1 januari 2006.

De terugwerking van deze bepaling heeft alleen zin in zoverre de nieuwe regel die ze bevat - te weten dat de ambtenaar die in een graad van een hoger niveau of in een graad van rang A3 of hoger wordt bevorderd, de taalpremie blijft ontvangen die hij in zijn vroegere niveau of graad kreeg, zonder beperking in de tijd, zolang hij niet geslaagd is voor de examens overeenstemmend met zijn nieuwe niveau of graad - toepassing vindt op de taalpremie waarin is voorzien onder de gelding van de thans vigerende regelgeving. Deze toepassing is evenwel niet vanzelfsprekend, daar de huidige regel, die bepaalt dat de maatregel in de tijd beperkt is tot achttien maanden, niet op artikel 269 slaat, doch op artikel 270, § 2, van hetzelfde besluit.

Het zou derhalve beter zijn artikel 5, 1/, als volgt te redigeren :

"1/ artikel 269, § 3, tweede lid, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, waarvan sprake is in artikel 1 van dit besluit, dat uitwerking heeft op 1 januari 2006 in zoverre dit het huidige artikel 270, § 2, van hetzelfde besluit vervangt;" ¹.

⁽¹⁾ Zie, in dezelfde zin, advies 45.298/4, op 3 november 2008 verstrekt omtrent een ontwerp dat geworden is het besluit d.d. 21 november 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	D. LANGBEEN,	hoofdgriffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

Y. KREINS